

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DU VAR  
ARRONDISSEMENT DE TOULON**

**MAIRIE DE SAINT-MANDRIER-SUR-MER**

**N° 2026-154**

**ARRÊTÉ DU MAIRE  
DELEGATION DE FONCTIONS A UNE CONSEILLERE MUNICIPALE**

Gilles VINCENT, Maire de SAINT-MANDRIER-SUR-MER,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-18 ;
- VU la délibération n°2026-028 du conseil municipal en date du 21 mars 2026 relative à l'élection du maire ;
- VU le procès-verbal de la séance du conseil municipal en date du 21 mars 2026 constatant l'installation de Madame PICHARD Laure, en qualité de conseillère municipale ;
- CONSIDERANT que pour la bonne marche des services municipaux et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les adjoints au maire ;
- CONSIDERANT que la présente délégation de fonctions ne vaut pas délégation de signature ;
- CONSIDERANT que les conseillers municipaux exercent leurs fonctions par délégation du maire et ne disposent pas d'autorité hiérarchique propre sur les agents communaux, laquelle relève exclusivement du maire en sa qualité d'autorité territoriale.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** - En application de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, Madame Laure PICHARD, conseillère municipale, est déléguée au développement économique, à la pêche et au tourisme.

A ce titre, Madame Laure PICHARD est chargée en nos lieux et place et concurremment avec nous, du développement économique, de la pêche et du tourisme. A cet effet, Madame Laure PICHARD représente la commune au sein des instances commerçantes et concourt à l'organisation de forums ou événements divers entrant dans le champ de compétences de sa délégation.

Madame Laure PICHARD conseillère municipale déléguée à la pêche, est chargée du suivi des activités liées à la pêche, des relations avec les usagers et professionnels, ainsi que de la valorisation et de la gestion des actions en lien avec le domaine maritime.

**ARTICLE 2** - Madame Laure PICHARD, conseillère municipale, est autorisée à signer toutes les correspondances administratives courantes entrant dans le champ de sa délégation et n'engageant ni juridiquement ni financièrement la commune.

Cette délégation est, comme prévu par les articles précédents, assurée concurremment avec nous.

**ARTICLE 3** - La présente délégation étant consentie par le maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, le délégataire rendra compte au maire, sans délai, de toutes les décisions prises.

**ARTICLE 4** - La délégation de fonction, strictement précisée dans les articles précédents, est attribuée à Madame Laure PICHARD, pendant toute la durée du mandat et à compter du caractère exécutoire du présent arrêté.

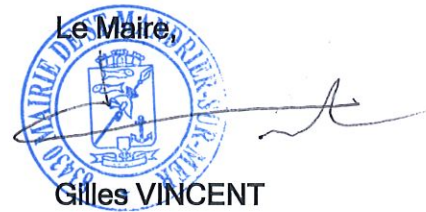
**ARTICLE 5** - La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de l'affichage en mairie.

**ARTICLE 6** - Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au service de gestion comptable de Saint-Cyr-sur-Mer.

**ARTICLE 7** - Le Tribunal Administratif de Toulon peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ou par requête dans les deux mois à compter de la publication du présent arrêté. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Fait à SAINT-MANDRIER-SUR-MER, le 24 mars 2026.

Le Maire



Gilles VINCENT